

LA PRESSE EN REVUE...

VENDREDI 9 SEPTEMBRE 2016

SOMMAIRE

- 1) Le discours du...
- 2) Fermeture « inacceptable »
- 3) Quel plan d'attaque
- 4) Main basse...



Gérard Diez La Presse en Revue

I) Discours de Hollande, grève des enseignants, crise à Alstom...



Discours de Hollande.

«Pépère se réveille...» Ce matin, salle Wagram, François Hollande a prononcé un discours fort sur les valeurs de la République. Il a cherché à répondre aux attaques de la droite (en particulier Nicolas Sarkozy) et à prendre quelques distances avec son Premier ministre. «L'exigence est à la responsabilité et à l'unité. Quand le danger est là nous devons nous retrouver», a-t-il rappelé. Sans pour autant annoncer une éventuelle candidature à l'élection présidentielle 2017.

Grève.

Faible mobilisation de rentrée contre la réforme du collège, mise en oeuvre depuis la rentrée 2016 après des mois de controverses et de polémiques parfois violentes. En ce jour de grève dans l'Education nationale, le ministère comptabilise moins de 5% de grévistes (25% selon les syndicats des enseignants). Dans la rue aussi, la mobilisation n'était pas folichone. La manifestation prévue à Paris cet après-midi n'a réuni qu'un petit millier de personnes, indique l'AFP.

Lutte contre le sexisme.

Ce jeudi, le ministère des Familles, de l'Enfance et des Droits des femmes, a lancé une grande campagne sur le sexisme. Sous le hashtag, #sexismepasmongenre, les femmes sont, à ce sujet, appelées à témoigner de leur expérience des discriminations. Cette campagne est censée durer jusqu'au 8 mars, pour la journée internationale des droits des femmes.

Industrie.

Après l'annonce mercredi par le constructeur ferroviaire Alstom de l'arrêt de sa production de trains à Belfort d'ici à 2018 en raison d'une baisse des commandes, le ministre de l'Économie, Michel Sapin, et son secrétaire d'État à l'Industrie, Christophe Sirugue, demandent au PDG d'Alstom, Henri Poupard-Lafarge, «d'engager une phase de discussion et de négociation» avant «toute décision définitive». Les ministres «ont insisté (...) pour qu'Alstom s'inscrive dans un dialogue social exemplaire et transparent avec les organisations syndicales», qui seront reçues «dès le début de la semaine prochaine» par Christophe Sirugue, indique Bercy dans un communiqué. Au total, 400 salariés sont

concernés dans cette usine qui a vu naître le premier TGV.

Climat.

Le Maroc accueillait dès ce jeudi des consultations «informelles» entre représentants de 50 pays pour préparer la COP22 qui doit officiellement se tenir à Marrakech du 7 au 18 novembre. Il s'agit, pour les «plus de 140 délégués issus de 50 pays», de «préparer au mieux le début des travaux à Marrakech et le succès de la COP22». L'un de ses principaux enjeux du rendez-vous porte sur la ratification de l'accord de Paris, signé l'an dernier par 195 pays pour lutter contre le réchauffement de la planète. Après la Chine et les Etats-Unis qui ont ratifié l'accord la semaine passée, l'Inde s'est aujourd'hui engagée à ratifier l'accord mondial sur le climat avant la fin 2016.



II) Alstom : Arnaud Montebourg juge le projet de fermeture "inacceptable"



© PHILIPPE DESMAZES / AFP | Lors de la 44e Fête de la rose qui a eu lieu dimanche 21 août 2016 à Frangy-en-Bresse, en Saône-et-Loire, Arnaud Montebourg a confirmé sa candidature à l'élection présidentielle de 2017. T.S. (avec AFP)

L'ancien ministre PS de l'Economie était l'invité des "4 vérités" sur France 2 ce jeudi 8 septembre 2016. Et Arnaud Montebourg, candidat déclaré à l'élection présidentielle, a insisté sur "l'échec" de François Hollande. D'autre part, il juge le plan de fermeture d'Alstom "inacceptable".

Arnaud Montebourg, ancien ministre PS de

l'Economie, candidat à l'Elysée, répondait aux questions de Caroline Roux sur le plateau de l'émission "les 4 vérités" diffusée sur France 2 : **"Je crois que le chef de l'Etat est en position objective d'empêchement, les Américains parleraient d'impeachment (procédure de destitution, ndlr). En fait il s'agit d'un rejet massif de la population, de nos compatriotes, qui je crois ont mesuré l'échec. Et on ne peut pas bâtir ni une victoire, ni lever l'espoir sur des échecs"**.

"On ne peut le faire qu'avec une nouvelle politique, des nouvelles pratiques, des nouveaux projets, de nouvelles idées, c'est ce que je propose aux Français", a poursuivi l'ancien député et président du conseil départemental de Saône-et-Loire. "Il suffit de se promener dans les rues de n'importe quel ville ou village de France pour comprendre qu'il y a en France le désir d'autre chose".

Le plan d'Alstom est "inacceptable"

Arnaud Montebourg a également qualifié jeudi "d'inacceptable" le plan de fermeture du site de production d'Alstom à Belfort, dénonçant la politique du "laissez-faire". "Cette fermeture programmée par la direction d'Alstom me paraît inacceptable ! D'abord parce que c'est un site emblématique, ce sont des savoir-faire de plus d'un siècle et surtout c'est un site de fabrication de locomotives qui normalement devrait avoir l'avenir devant lui", a déclaré l'ancien ministre du Redressement productif, interrogé sur France 2 au sujet de l'annonce mercredi du constructeur ferroviaire Alstom de l'arrêt de sa production de trains à Belfort.

Il faut que Alstom présente un site alternatif. Car on ne peut pas laisser partir un savoir-faire et un site industriel aussi important", a-t-il ajouté. Installée depuis 1879 à Belfort, l'entreprise y a produit sa première locomotive à vapeur en 1880, avant de se développer dans les turbines et l'énergie, une activité cédée à l'américain General Electric fin 2015. Elle a annoncé mercredi que la production de trains de son usine de Belfort serait "transférée" à Reichshoffen (Bas-Rhin) d'ici 2018.

Arnaud Montebourg estime que cette décision est le fruit de la politique du "laissez-faire" : "La politique du laissez-faire consiste à dire on ne s'en occupe pas. Quand l'Etat est présent dans le capital d'Alstom, dans le capital de la SNCF, le minimum, c'est d'avoir une politique de patriotisme économique. Ce que moi j'appelle le Made in France". "Est-ce qu'on sait

qu'au mois de juillet, la SNCF vient d'acquérir 44 locomotives allemandes !", s'est insurgé le chantre du "fabriqué en France".

m.france3-regions.

LAPRESSEENREVUE.EU

III) Les syndicats cherchent à écrire l'acte II contre la loi travail

Par Mathilde Goanec

Après les politiques de tous bords, c'était aux syndicats de faire leur rentrée. Un meeting unitaire s'est tenu à Nantes mercredi 7 septembre, avec en ligne de mire une première manifestation le 15 septembre. Le plan d'attaque, concernant la suite de la mobilisation contre la loi sur le travail, reste flou.

Nantes, de notre envoyée spéciale. - « Normalement, ce meeting devait se tenir en août, à l'occasion de l'université du PS, où tout ce beau monde aurait dû deviser tranquillement sur les bienfaits de l'économie de marché. Finalement, Valls et les autres ont préféré annuler... » Le militant CGT de Loire-Atlantique qui ouvre le meeting intersyndical à Nantes ne résiste pas à la moquerie. Ce mercredi 7 septembre, les syndicats se rassemblent effectivement là où les socialistes ont préféré désert, par peur de voir leur raout de rentrée perturbé par un corps social chauffé à blanc après plus de quatre mois de mobilisation contre la loi travail.

À la tribune ce mercredi, devant environ 2 000 personnes, Jean-Claude Mailly n'est pas en reste dans le registre goguenard. Le matin même, apprenant que le dirigeant de Force ouvrière irait non seulement à Nantes faire table commune avec Philippe Martinez, mais également à la fête de L'Humanité – première historique –, le premier

secrétaire du parti socialiste a déclaré que ses prédécesseurs à FO devaient « se retourner dans leur tombe ». « Que Jean-Christophe Cambadélis s'occupe de ce qui le regarde et ne se mêle pas de syndicalisme ! rétorque Jean-Claude Mailly, très en verve. Moi personnellement, j'ai immédiatement pensé : et que dirait aujourd'hui Jean Jaurès de la loi Travail ? » Rires assurés sur l'esplanade des Traceurs-de-Coques, au cœur de l'île de Nantes.



Philippe Martinez (CGT) et Jean-Claude Mailly (FO) © MG

Le ton était celui-là : mobiliser les troupes, avant la première manifestation unitaire (CFDT mise à part) de la journée du 15 septembre, pour l'abrogation de la loi Travail. « À la veille de l'automne, l'intersyndicale veut renouer avec le printemps social ! » clame un responsable CGT local. « Nous avons promis au président de la République de nous retrouver après les congés. Nous sommes bel et bien là », répond le patron de la centrale cégétiste, Philippe Martinez, lors du point presse. « Que les questions économiques et sociales soient au cœur de la campagne, et pas le burkini », tonnent de concert Jean-Claude Mailly et Philippe Martinez.

Le problème, c'est le plan de bataille. Un rassemblement le 15 septembre, des « comités d'accueil », propose FO, « des ateliers revendicatifs départementaux », suggère la FSU, un combat juridique auprès de l'Organisation internationale du travail, une veille attentive sur les 134 décrets à venir... Le programme est foisonnant mais flou. La loi Travail, certes adoptée par 49-3 dans une ambiance électrique, est bel et bien inscrite au Journal officiel depuis le mois d'août, et le gouvernement ne semble pas disposé à changer d'avis. « On a bien gagné sur le CPE après l'inscription au JO, même si à cette époque-là le président de la République avait eu le courage de contredire son premier ministre », concède Jean-Claude Mailly, en référence à

Jacques Chirac et Dominique de Villepin.

« Il n'y a pas eu de date de nouvelle intersyndicale annoncée après le 15 septembre, c'est un mauvais signe, regrette Fabrice Lerestif, secrétaire général de FO d'Ille-et-Vilaine, venu avec une trentaine de militants et des banderoles. Il ne faut pas se raconter d'histoires, je ne crois pas que la victoire viendra par la bataille juridique, car elle est aléatoire et non suspensive. Si on se relance dans la bagarre, il faut le dire clairement. » Selon lui, « la base est prête », même si les appareils sont « frileux » : « En même temps, qui croyait en février à un mouvement qui durerait plus de quatre mois ? » poursuit le Breton.

Eric Beynel, l'un des deux porte-paroles du syndicat Solidaires, tente, comme chaque fois, les pas de côté. Il appelle, depuis la table des officiels, à une manifestation commune le 7 octobre avec les voisins belges, en butte à la loi Peters, « décalque de la loi Travail ». En appelant à la convergence notamment avec la lutte de Notre-Dame-des-Landes et en rappelant l'ampleur des violences policières, Solidaires joue à Nantes sur du velours. Les zadistes anti-aéroport ne faiblissent pas, et la ville a été, comme Rennes, l'un des hauts lieux d'affrontements et de répression syndicale au printemps. Plus tard dans la soirée, les syndicalistes très mobilisés sous la bannière « On bloque tout » ont d'ailleurs tenu une assemblée générale interprofessionnelle au miroir d'eau, tout près du château de Nantes.



Meeting intersyndicale à Nantes le 7 septembre 2016

Hormis les possibles divergences sur les modes d'action, déjà nœud coulant au printemps, se pose également avec acuité la question de l'unité syndicale. Résistera-t-elle aux prochaines élections professionnelles dans les TPE (très petites entreprises), prévues pour le mois de novembre ? En 2013, lors des dernières mesures

d'audience, la CGT était arrivée en tête avec 29,54 % des voix devant la CFDT (19,26 %) et FO (15,25 %). Même si l'enjeu se situe plutôt autour du score de la CFDT, « la nouvelle donne sur la représentativité dégrade nos relations en nous mettant régulièrement en concurrence dans les entreprises », confie un adhérent de la CGT Loire-Atlantique. « À la veille des élections, il faut rester unis, mais ce n'est pas facile, les élections nous transforment en machine à bouffer l'autre, renchérit Fabrice Lerestif. Or on a vécu des grands moments avec les gars de la CGT ce printemps. Plus que l'unité, une vraie fraternité. Cela faisait bien longtemps qu'on n'avait pas connu ça. »

Dans le public cependant, l'envie de repartir est nette : « On attendait le redémarrage », confirme Christine, adhérente à la CGT et qui travaille à l'hôpital. Et de citer en vrac les conditions de travail, les 22 000 suppressions de postes annoncées dans la santé, la « colère » des agents du public. Les réactions politiques lors du conflit social ont aussi laissé des traces. « On s'est fait traiter de "terroristes", des mots très forts ont été prononcés, regrette sa collègue, une Christine elle aussi. C'est un vrai travail de sape. Qui a envie de se syndiquer aujourd'hui si c'est pour finir par se retrouver devant un robocop [nom régulièrement donné aux forces de police ou de gendarmerie au cours des manifestations – ndlr] ou devant un juge ? »



Meeting intersyndical à Nantes le 7 septembre 2016 © MG

Les ténors syndicaux, tout en martelant qu'ils voulaient, à défaut de victoire sur la loi Travail, « peser sur la campagne » pour remettre la question sociale, le travail et l'emploi au centre, se refusent pour l'heure à parier sur tel ou tel candidat. Ce n'est pas la « tradition » chez FO (même si Jean-Claude Mailly est encarté au Parti socialiste), et la CGT ne semble pas prête à rejouer 2012, lorsque

Bernard Thibault avait appelé à battre Nicolas Sarkozy pour François Hollande. Le divorce est même désormais durablement consommé entre le PS et la CGT. « Le calendrier politique, c'est un jeu auquel on ne joue pas, assure l'une des deux Christine. La lutte sociale, c'est maintenant, c'est sur ce terrain que nous devons être. » Bernard Caron, adhérent de Sud Rail, mais venu au meeting syndical en tant que soutien de Jean-Luc Mélenchon, assure que « tous les gens ici vont vous dire que cela ne dépend pas de la présidentielle ». « Moi, pour le retrait de la loi Travail et pour d'autres raisons, j'assume de jouer sur les deux tableaux ».

Les annonces de plans sociaux d'ampleur, cet été chez SFR et le jour même chez Alstom, vont, quoi qu'il arrive, donner aux syndicats l'occasion de redescendre dans la rue. Décrets signés ou pas, Philippe Martinez assure même que l'urgence est de lutter contre les restructurations découlant des nouvelles possibilités d'accords offensifs prévus par la loi Travail, ainsi la diminution rapide de la rémunération des heures supplémentaires. « Chez Renault, l'encre sur le texte de l'accord est déjà sèche », estime celui qui fut l'ancien délégué syndical de l'équipementier automobile français. Pour se donner du courage, le chef de file cégétiste ose un détour par le Portugal où il a, semble-t-il, passé ses vacances et trouvé le temps de rencontrer un ou deux ministres. « Dans ce pays, après un grand mouvement social, le gouvernement de droite est tombé, et les socialistes sont revenus aux 35 heures, ont remonté le Smic et le salaire des fonctionnaires. » Vu de Nantes, effectivement, ça fait rêver.

mediapart.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

IV) Main basse sur l'information



Laurent Mauduit Devenez fan

Journaliste, co-fondateur de Mediapart, ancien chef du service économique de Libération et ancien directeur adjoint de la rédaction du Monde

Alors qu'il est ambassadeur des États-Unis en France, Thomas Jefferson écrit : "si l'on me donnait à choisir entre un gouvernement sans journaux ou des journaux sans gouvernement, je n'hésiterais pas un moment à choisir cette dernière formule."

Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, jamais la liberté et le pluralisme de la presse n'ont à ce point été menacés. Pourtant, ce droit de savoir était au fondement de notre démocratie, garantie par l'article 11 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen. Certainement serait-il bon de le rappeler :

La libre communication des pensées et des opinions est un des droits les plus précieux de l'homme ; tout citoyen peut donc parler, écrire, imprimer librement, sauf à répondre de l'abus de cette liberté dans les cas déterminés par la loi.

Depuis quelques années d'un quinquennat laborieux et liberticide, pire encore peut-être que celui de Nicolas Sarkozy, nous avons vécu un véritable tournant. En 2012, la concentration de la presse entre les mains de quelques milliardaires a atteint en France des proportions inimaginables. Ils contrôlent à eux seuls la quasi-totalité des grands médias nationaux, de la presse écrite ou de l'audiovisuel. Des milliardaires qui ont de surcroît presque tous comme point commun de ne pas avoir la presse ou l'information pour métier. Des milliardaires qui ont presque tous acquis des journaux non selon des logiques professionnelles mais d'influence ou de connivence. Qu'on en juge :

1) Vincent Bolloré est à la tête d'un groupe issu du capitalisme néocolonial français, et a pris de force Canal + pour asservir la chaîne cryptée à ses lubies.

2) Le financier franco-israélien Patrick Drahi, véritable symbole des excès de la finance folle, s'est lancé dans une course à l'endettement et a croqué en quelques mois Libération, le groupe

L'Express avec ses innombrables publications, dont L'Expansion, L'Entreprise, L'Étudiant, Lire, À Nous Paris, Classica, et pris le contrôle de 49 % du capital de NextRadioTV (BFM-TV, BFM-Business, RMC), avec une option exerçable en 2019.

3) Le trio richissime composé de Xavier Niel, Pierre Bergé et Matthieu Pigasse, après avoir mis la main sur le groupe Le Monde, a élargi son empire en achetant Le Nouvel Observateur. Le même banquier d'affaires Matthieu Pigasse a par ailleurs investi dans le magazine Les Inrocks et la radio Nova, ainsi que dans Vice. À eux trois, ils possèdent désormais Le Monde, M, Le Monde des religions, La Vie, Télérama, Courrier international, L'Obs, Rue89, Vice, et comme actionnaire minoritaire Le Huffington Post.

4) Le milliardaire du luxe Bernard Arnault, après avoir avalé le premier quotidien économique français, Les Échos, s'est offert le premier quotidien populaire, Le Parisien. Il possède de ce fait Radio Classique, Aujourd'hui en France, Investir, et pour partie L'Opinion.

5) Le milliardaire libanais Iskandar Safa s'est offert le magazine de droite radicale Valeurs actuelles.

6) Arnaud Lagardère a en partie liquidé l'immense empire de son père mais a gardé le contrôle de trois grands médias : Europe 1, Paris-Match et Le Journal du dimanche. Le groupe est par ailleurs encore propriétaire de France Dimanche, Elle, Version Femina, Ici Paris, Public, Télé 7 jours, Gulli, MCM, Mezzo, Virgin Radio, RFM.

7) Martin Bouygues, le roi du béton, détient la première chaîne privée française, TF1, et donc TMC, NT1, HD1, LCI, TV Breizh, Histoire et Ushuaïa TV.

8) Serge Dassault, avionneur et marchand d'armes de son état, est à la tête du Figaro.

9) François Pinault, l'autre milliardaire du luxe, est le propriétaire du magazine Le Point.

10) Les Bettencourt contrôlent et financent massivement le journal L'Opinion.

11) Bernard Tapie contrôle La Provence.

12) Le groupe EBRA, propriété du Crédit Mutuel, détient les journaux régionaux Lyon Plus, Top Est, Le Bien public, L'Est Républicain, Les Dernières nouvelles d'Alsace, Le Progrès, Le Journal de Saône-et-Loire, Le Journal de la Haute-Marne, Vaucluse Matin, Vosges Matin, Le Dauphiné libéré, Le Républicain Lorrain, La Liberté de l'Est.

L'énumération parle d'elle-même, et vaut pour constat. Nous vivons un mouvement de concentration tout à la fois historique et grave.

Nous assistons à un retour de la presse de l'entre-deux-guerres, cette presse vénale et corrompue, propriété des plus grandes puissances d'argent, avec lesquelles le CNR avait précisément voulu rompre.

Mais que l'on observe encore les crédits publics à la presse, pour achever ce tour d'horizon : dans le cas des aides directes, ce sont les milliardaires qui sont les premiers servis et, pour tout dire, les aides les plus colossales tombent toujours, semble-t-il, dans la poche des plus riches. Au hit-parade de ces aides directes (chiffres 2014) :

1er - Le Figaro (groupe de Serge Dassault) arrive 1er (15,2 millions d'euros) ;
2ème - Aujourd'hui en France (Bernard Arnault), 2e (14 millions) ;
3ème - Le Monde (Niel, Pigasse et Bergé), 3e (13,1 millions) ;
6ème - Libération (Patrick Drahi), 6e (8 millions) ;
7ème - Télérama (Niel, Pigasse et Bergé), 7e (7,1 millions) ;
9ème - L'Obs (Niel, Pigasse et Bergé), 9e (5,2 millions) ;
10ème - L'Express (Patrick Drahi), 10e (4,9 millions) ;
12ème - Le Parisien (Bernard Arnault), 12e (4,3 millions) ;
14ème - Paris-Match (Arnaud Lagardère), 14e (3,6 millions) ;
15ème - Le Point (François Pinault), 15e (3,5 millions) ;
17ème - Les Échos (Bernard Arnault), 17e (3,4 millions) ;
et ainsi de suite...

Nous avons encore oublié qu'une démocratie se construit avec une presse libre.

*Main basse sur l'information, de Laurent Mauduit.
Sortie le 8 septembre aux éditions Don Quichotte.
19,90€*

**A Suivre...
La Presse en Revue**

LAPRESSEENREVUE.EU

Bonjour lapresseenrevue,

Votre blog fête ses 4 ans cette année !

Toute l'équipe d'OverBlog est heureuse
de souhaiter un joyeux anniversaire à
votre blog La Presse en Revue....

4 ans ça se fête !
Dites-le à tout le monde

J'informe mes lecteurs

L'équipe OverBlog
www.overblog.com